

**14 septembre 1993, Québec**

**Conférence de presse du Premier ministre à l'occasion de l'annonce de son départ de la vie politique**

M. Bourassa: Mesdames, messieurs, chers collègues, chers amis, je vous ai convoqués pour la raison que vous savez et vous me permettrez quelques remarques préliminaires avant de répondre à vos questions, je dirais même avoir le plaisir de vous retrouver pour répondre à vos questions.

J'avais toujours souligné, au long de ma carrière politique, qu'à chaque renouvellement de mandat je réévaluais mon avenir et c'est ce que je vous ai répondu à quelques reprises depuis quelques mois. Au terme de cette carrière comme premier ministre je n'ai pas l'intention, évidemment, d'énumérer toutes les pièces de législation ou toutes les mesures qui ont été prises. Je me permets de souligner quelques aspects ou quelques paramètres. Mon credo politique, comme vous le savez, a toujours été essentiellement économique et c'est peut-être ce qui explique le lien entre cette approche et l'extraordinaire confiance que m'ont fait mes compatriotes durant plus de deux décennies, à quatre reprises. Le renforcement de l'économie du Québec était l'objectif fondamental pour la politique de mon parti et celle de mon gouvernement. Dans cet esprit, si on peut énumérer rapidement, qu'on pense à la conquête économique du Nord du Québec qui a permis au Québec de développer d'une façon très importante un atout stratégique que constitue l'accès à de l'énergie à bon marché. Il y a aussi, dans le même esprit, l'importance de la force concurrentielle des entreprises québécoises dans le monde que nous connaissons, c'est inévitable. Nous ne pouvons pas nous esquiver comme société, comme peuple, devant les exigences de cette concurrence. Et encore là, le Québec a joué un rôle majeur dans l'adoption du traité de libre-échange qui permet aux entreprises québécoises de devenir plus compétitives et de pouvoir concurrencer sur le marché international. Et nous avons ajouté à cela tous les programmes que vous connaissez pour augmenter cette force.

Il y a aussi, sur le plan économique, le développement de relations plus harmonieuses avec nos partenaires sociaux. Qu'on se souvienne des années soixante-dix où c'était beaucoup plus tumultueux, mouvementé, alors que nous avons pu établir – je ne dis pas qu'il n'y a pas des accrochages, c'est inévitable, mais que nous avons pu établir un climat plus serein, plus constructif, avec nos partenaires sociaux.

L'économie a donc été notre priorité et à cet égard le dernier mandat n'a pas été facile puisque durant quatre ans, ou à peu près, nous avons dû assumer cette crise économique avec un chômage plus élevé.

Nous avons combattu par tous les moyens du gouvernement du Québec et avec la collaboration des autres gouvernements cette situation. Mais pour avoir un jugement plus complet, il nous faut examiner ce qui regarde ailleurs même si ça ne résout pas les problèmes du Québec.

Si on regarde, par exemple, l'emploi durant les années soixante-dix, par rapport à l'emploi durant les années quatre-vingt-dix, on va constater que dans plusieurs pays, qui sont des

compétiteurs du Québec, qui se comparent au Québec – qu'on pense à l'Angleterre, qu'on pense à l'Allemagne, à la France – le chômage a quintuplé. Dans d'autres pays, il a triplé.

Donc, c'est beaucoup plus que dans le cas du Québec. Et ceci est dû, comme vous le savez, je ne suis pas ici pour élaborer sur les modalités, mais ceci est dû sur des mutations ou technologies profondes, notamment le fait qu'au chômage conjoncturel et frictionnel, si on peut dire, s'est ajouté le chômage structurel.

Avec comme conséquence que sur le plan social, même si nos premiers mandats, et nous en sommes très fiers, nous ont permis de proposer aux Québécois des mesures sociales et des programmes sociaux parmi les plus avant-gardistes au monde, il nous faut bien en tenir compte du nouveau contexte économique, durant les années quatre-vingt-dix. L'art de gouverner en cette fin de siècle et l'art de concilier des contraires, et c'est clair que si l'économie, à cause de facteurs qui échappent un peu à notre contrôle, la nouvelle force de l'Asie comme partenaire commercial, la libération des pays de l'Est qui deviennent à leur tour des compétiteurs dans certains secteurs, notamment.

Que même si nous ne pouvons pas contrôler ces événements et cette évolution de l'histoire mondiale, il nous faut assumer nos responsabilités avec le maximum de détermination. Sur le plan culturel et sur le plan linguistique, je me contenterai de dire, même si nous avons réussi beaucoup de choses, que c'est mon gouvernement, le 31 juillet 1974, qui, pour la première fois de notre histoire, en 2 siècles, a établi le français comme langue officielle de Québec.

Nous avons complété notre travail avec la loi 86 parce que nous voulions que la reconnaissance du Québec français en Amérique du Nord, qui est fondamentale pour notre avenir se fasse en même temps en respectant les libertés individuelles. Nous avons voulu réconcilier cet objectif du Québec français avec la Charte des droits et des libertés et nous avons réussi à le faire en tenant compte de l'ensemble de la volonté de mes concitoyens. Sur le plan constitutionnel, on doit constater que les résultats n'ont pas été à la mesure des efforts qui ont été accomplis. Il reste quand même que sur le plan concret nous avons pu, administrativement, arriver à certains résultats, comme dans le cas de l'immigration, et nous souhaitons le faire dans le cas de la main-d'œuvre. Mais le Parti libéral du Québec est opposé à la rupture de la fédération canadienne, car le Canada, avec tous ses problèmes, avec toutes ses tensions, avec toutes ses difficultés, demeure encore, et de loin, l'un des pays du monde, parmi les 184 qui sont membres des Nations-Unies, l'un des pays du monde les plus enviables, les plus privilégiés, les plus respectueux des libertés. Et si l'on veut revenir à la question économique, je ne vois pas comment on peut dire aux Québécois que nous allons pouvoir attirer des investissements dont nous avons besoin, que nous allons être capable de convaincre des investisseurs de venir au Québec, en amorçant le processus du démantèlement de la fédération canadienne. Donc, là aussi, le Parti libéral du Québec favorise une politique de sens commun, et le sens commun coïncide avec le sens de l'histoire.

Bien humblement, je quitte donc avec la satisfaction du devoir accompli. Avec mon équipe j'ai assumé le destin du Québec en donnant le meilleur de moi-même et en essayant toujours de respecter la liberté et la dignité de mes concitoyens.

En terminant, je voudrais remercier tous mes collaborateurs, mes proches, ma famille, mon épouse qui m'a, tout au long de ma carrière, supporté avec une générosité exceptionnelle. Je vous laisse la parole. Merci beaucoup. Je vais aborder maintenant la période de questions.

I would like to mention also that, obviously, all questions will be welcome in English. Nous allons commencer par une période en français. Je suis heureux de vous retrouver dans le sens où je réponds à votre curiosité quant à mes intentions politiques. Je suis quand même un peu triste, parce que je dois constater que j'aurai moins d'occasions de dialoguer avec vous. Alors, je vous laisse la parole, M. Girard, un vétéran.

M. Girard: M. le premier ministre, j'ai 2 questions. La première, c'est une curiosité personnelle, légitime, je pense. Pourquoi avoir choisi le 14, plutôt que le 13 ou 15 pour faire connaître votre décision? Pourquoi aujourd'hui?

M. Bourassa: Quelle que soit la date, M. Girard, j'aurais choisi le 14 juillet, par exemple, vous m'auriez dit: Pourquoi le 14 juillet? J'ai toujours.... Et c'est des discussions que j'avais avec ma femme et mes proches et mes enfants. Il fallait négocier des extensions.

Vous savez que la politique n'est pas facile, ni pour ceux qui l'assument. Il y a des moments très gratifiants en politique, mais il y a des moments très ingrats. Et disons que, bon, il y a des années où c'est plus ingrat que gratifiant. Donc, je m'étais dit: Peut-être qu'après 10 ans comme premier ministre du Québec, je pense que c'est un cliché de dire que ce n'est pas facile de gouverner une société qui a des défis particuliers à affronter en Amérique du Nord. Et donc, je m'étais dit, après 10 ans comme premier ministre, peut-être que ce serait un moment de me retirer. Après discussions, j'ai prolongé cela un peu.

Après, je me suis dit: À 60 ans, je vais réévaluer la situation. Je me souviens d'un homme politique pour qui j'avais beaucoup de respect, M. Wilson, qui a été premier ministre britannique, qui avait choisi de partir à 60 ans. Donc, j'ai réévalué les différentes options et je dois dire que, vous me connaissez, vous particulièrement, je ne crains pas le combat politique. Je combats depuis presque 30 ans pour les mêmes objectifs, toujours dans la même famille libérale du Québec.

Depuis que je suis devenu adulte que je milite dans le même parti, toujours pour le Québec, en tenant compte, comme je le disais au président ce matin dans ma lettre, des intérêts véritables du Québec. Donc, j'ai réévalué mes options et je me suis dit: Sur le plan médical, les nouvelles étaient encourageantes, mais je me suis dit quand même: À 60 ans, c'est peut-être le moment de réaliser si, en dehors de la politique il y a d'autres défis puisque toute ma vie professionnelle a été consacrée à la défense des intérêts du Québec et j'en ai éprouvé une profonde satisfaction en même temps qu'une très grande reconnaissance à mes compatriotes. Alors, pourquoi le 14 septembre? On aurait pu poser la question n'importe quelle journée, mais je voulais, en terminant, donner quand même suffisamment de temps à mon parti pour pouvoir organiser un congrès qui puisse également permettre à mon successeur d'avoir une certaine flexibilité pour l'élection générale qui doit être tenue au plus tard dans 1 an, et ça fait 4 ans à quelques jours près que j'ai été réélu.

M. Girard: Ma deuxième question, M. le premier ministre, est la suivante: Au cours de votre carrière politique, vous avez toujours insisté beaucoup sur la nécessité de préparer l'avenir,

principalement l'avenir de la jeunesse. Quels conseils, maintenant que vous quittez la scène politique d'une façon officielle, donneriez-vous aux politiciens de la nouvelle génération? Et ça vaut pour vos successeurs.

M. Bourassa: Oui. Bien, je fais confiance aux militants du Parti libéral, M. Girard. Je dois vous dire que... Vous allez dire que je ne vous apprends rien, mais aux politiciens de la nouvelle génération, bon, il y a les qualités personnelles qu'on doit avoir quand on fait de la politique, peut-être davantage ces années-ci. Je veux dire la politique du temps de Maurice Duplessis était différente et, malheureusement, les médias, je peux le dire avec tout le respect, étaient peut-être un peu moins vigilants qu'ils le sont aujourd'hui. Aujourd'hui, la moindre erreur... Et vous faites votre devoir et c'est nécessaire.

Je veux dire, on a besoin dans les démocraties évoluées d'avoir cet équilibre entre le pouvoir et les contre-pouvoirs et la moindre erreur est immédiatement soulignée. Donc, c'est plus exigeant que ça pouvait l'être à cet égard-là. Donc, ça prend de la détermination et, je me permets d'ajouter, de l'abnégation également. Ça prend de la lucidité et d'avoir comme objectif cette priorité – vous parlez du Québec évidemment – de s'acharner à se battre pour la vraie force du Québec. La vraie force du Québec, pas celle qui peut apparaître dans différentes activités protocolaires ou autres, mais celle qui va permettre, par exemple, aux jeunes d'aujourd'hui de pouvoir s'affirmer, de pouvoir donner leur pleine mesure, de pouvoir le faire au Québec.

Ce n'est pas une consolation de voir que c'est pire, même si je l'ai mentionné, ailleurs. Ça peut nous permettre de mieux juger ceux qui assument les responsabilités, mais ça ne règle pas le problème de ceux qui souffrent actuellement dans l'insécurité économique, donc d'avoir les vraies priorités qui sont celles que j'ai essayé de défendre bien humblement comme chef de gouvernement.

Une voix: M. le premier ministre, vu que vous donnez votre démission aujourd'hui, est-ce qu'on peut s'attendre à ce qu'il y ait quand même dans les prochaines semaines un remaniement ministériel et qu'en sera-t-il du plan de relance que vous avez confié à votre collègue Gérald Tremblay?

M. Bourassa: Je vais en parler à mes collègues là-dessus. Je veux dire, le gouvernement continue de fonctionner et il y a des problèmes qui sont urgents. D'ailleurs, moi-même je vais me consacrer aux problèmes intérieurs du Québec et, malheureusement, je ne pourrai pas me rendre au sommet de la francophonie qui coïncide avec la reprise à toutes fins pratiques de la session. La vice-première ministre, Mme Bacon, m'y remplacera. C'est parce que je veux donner durant ces quelques mois qui me restent tout le temps dont je disposerai pour faire face à ces solutions, qu'elles soient de nature économique ou financière ou même dans la question des négociations collectives. Il y a quand même des problèmes importants.

Actuellement, il y a des problèmes intérieurs du Québec qui sont très importants et je ne crois pas que le fait de démissionner va me priver de toute ma marge de manœuvre. Je devrai respecter celles de mon successeur, mais il m'en reste suffisamment pour pouvoir poser des gestes concrets.

Une voix: Maintenant, votre démission arrive en pleine campagne fédérale. Vous nous avez appris au fil des années qu'il n'y a pas beaucoup de hasard en politique, est ce qu'il faut lui donner une certaine interprétation? Certains ont vu votre démission comme une façon de nuire au Bloc québécois.

M. Bourassa: Ce n'est pas là que je trouve mes meilleurs amis, mais je n'avais pas l'intention de leur nuire. J'ai dit tantôt qu'il fallait donner le temps au successeur, qu'il fallait lui donner une certaine flexibilité pour faire une élection, que ce soit... Bon, peut-être que c'était inévitable en d'autres occasions. Je cite le cas de M. Trudeau, de M. Mulroney, de M. Lévesque. Mais moi, je voulais essayer de donner 3 saisons à mon successeur pour déclencher l'élection, il y a le printemps, l'été ou l'automne, pour qu'il puisse avoir le choix entre trois saisons et non pas une seule. Et après tout, je termine le mandat normal à quelques jours près.

Une voix: M. Bourassa, la semaine dernière les déchirements du cabinet ont été étalés sur la place publique. Je voudrais savoir décision d'aujourd'hui.

M. Bourassa: Non. Pas du tout. Pas du tout. D'ailleurs, la salle était réservée avant. Il peut y avoir des murmures comme ça entre collègues. Il ne faut pas exagérer. Je sais que ça peut susciter de l'intérêt de votre part, mais je dois vous dire que j'ai été toujours extrêmement privilégié d'une solidarité exceptionnelle de la part de mes collègues. J'étais ému ce matin de retrouver mes collègues du caucus. L'attachement que j'ai pour eux n'a pas de limites et c'est ça qui m'a fait hésiter longtemps parce que j'aurais voulu me battre encore avec eux, mais c'est clair que ce n'est pas parce qu'il y a des déclarations sur un point ou sur un fait, qui ne met d'aucune façon en cause la solidarité de fond du gouvernement, que ça peut influencer ma décision. Ma décision, comme je vous l'ai dit, à toutes fins discussions et de réflexions avec mes proches, et ma femme en particulier.

M. David: M. Bourassa, tout à l'heure, vous avez évoqué vous l'aviez toujours fait dans la même famille libérale. Est-ce que, dans votre esprit, votre successeur devrait, lui aussi, obligatoirement, faire partie de la même famille libérale et est-ce que vous entendez manifester une quelconque préférence au cours de la course au leadership?

M. Bourassa: M. David, je vous connais comme un admirateur de M. Lévesque qui n'a pas toujours œuvré dans la même famille.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bourassa: Alors, cela répond à votre question.

M. David: Est-ce que je peux en poser une autre?

M. Bourassa: Oui, allez.

M. David: Tout à l'heure, vous avez, sur un autre sujet, je vais m'aventurer sur un autre sujet, vous avez évoqué les efforts qui ont été faits sans que les résultats soient à la mesure dans le domaine constitutionnel. À plusieurs reprises dans votre carrière, vous avez évoqué

comme une des voies possibles une forme de confédéralisme, de superstructure à l'européenne. Et la question de Bruxelles, enfin, ça a pris diverses formes. Est-ce que, dans votre esprit, c'est toujours longues années de combats politiques et vous avez précisé que vous une voix de l'avenir pour l'association Québec-Canada?

M. Bourassa: Bien, j'avais eu l'occasion, au cours du débat référendaire, comme vous savez, de faire un débat comparant le traité de Maastricht avec Charlottetown. Vous savez que ce n'est pas facile de faire un référendum sur un texte constitutionnel. Je l'ai dit. Un texte constitutionnel. On l'a vu avec Maastricht en Suisse, au Danemark, on l'a vu en France, on le voit actuellement en Norvège. Un texte constitutionnel est une proie facile pour les démagogues dans le sens où ceux qui veulent créer la controverse.

Moi, j'ai toujours dit que je croyais que l'intégrité du Canada, comme telle, notamment sur le plan économique – mais il y a d'autres valeurs que nous partageons – va dans le sens de l'intérêt du Québec et qu'à la fin du siècle, la souveraineté classique devient un peu anachronique. Donc, j'ai essayé, avec l'accord du lac Meech et avec l'accord de Charlottetown de faire évoluer le fédéralisme canadien.

Et vous savez fort bien que s'il avait évolué dans la solution de rechange, l'accord de Charlottetown allait dans ce sens-là, ça n'aurait pas détruit le marché commun canadien, l'intégrité du territoire canadien. Je n'ai jamais pu concevoir que le Québec y l'indépendance du Québec, c'est un non-sens géopolitique. Si nous examinons la géographie du Québec – je l'ai dit souvent – en citant Napoléon – je peux le citer, je veux dire, sans qu'on abuse de la citation – que chaque peuple a la politique de sa géographie. Et je croyais – et je crois encore – que le morcellement du territoire gagnerait en morcelant le territoire canadien ne pouvait pas profiter aux Québécois.

Donc, à l'intérieur de cette volonté de restructuration de la fédération canadienne, je crois qu'on peut progresser. On l'a fait, pas aussi rapidement qu'on l'aurait souhaité, mais de là à opter pour le radicalisme comme solution de rechange, il y a un pas que ne franchit pas le Parti libéral du Québec. Son option est de continuer à se battre, puisque, après tout, à l'échelle du malheur des peuples, le Québec se situe à un rang très respectable. Alors, voilà.

M. Morin: M. Bourassa, si vous me permettez une dernière en français.

M. Bourassa: Oui.

M. Morin: Vous avez dit tout à l'heure, si je vous ai bien compris, qu'à 60 ans, vous aviez le goût de relever de nouveaux défis. J'aimerais connaître lesquels. Est-ce que c'est l'enseignement, la pratique du droit ou autre chose?

M. Bourassa: Bon, bien, disons que pour aujourd'hui, M. Morin, je m'en tiens à répondre à vos questions sur ma carrière politique. Je pense bien que dans les prochains mois, même si j'ai l'intention de travailler le plus fort que je pourrai pour les problèmes intérieurs du Québec, dans les prochains mois, j'aurai le temps d'y réfléchir et peut-être que je me permettrai de vraies vacances pour 1 mois ou 2 après.

I will answer questions in English.

M. Girard: M. le premier ministre, j'aurais une toute, toute dernière question en français. La prochaine élection, vous n'êtes pas sans le savoir, va porter directement sur l'indépendance du Québec. Le chef du Parti Québécois, M. Jacques Parizeau, le chef de l'Opposition, l'a clairement donné à entendre. Au moment de la prochaine élection, est ce que vous serez actif dans cette élection et est-ce que vous utiliserez votre crédibilité fédéraliste pour faire valoir les points de vue que vous venez d'émettre au sujet de la nécessité de conserver l'intégrité de l'ensemble canadien?

M. Bourassa: Disons que la question est prématurée, M. Girard.

I will answer questions in English.

M. Authier: Premier.

M. Bourassa: Yes, M. Authier.

Une voix: Premier, I would like to ask you: in your long political career, if you have...

M. Bourassa: How do you qualify my political career?

Une voix: Long.

M. Bourassa: O.K.!

Une voix: I'd like to know if you have any personal regrets. And I would also like to know, in your career, which moment do you consider the highlight.

M. Bourassa: You know, as you said, since it has been a relatively long political career, it's difficult to pinpoint some moments. And I would say that I was certainly pleased with the outstanding success of James Bay project. I think it's one of the greatest achievement, if I could say that, in Québec of this century.

Also, in many cases, we came with social reforms which were quite dynamic. And what I would say, there's one highlight which is covering all my career, it's the exceptional solidarity of my colleagues at the level of government, at the level of the caucus, at the level of the party. I would say the unity of my party, of my caucus and my government, I would say that's the highlight.

Une voix: Do you feel history will look back at your work and talk mostly about your attempts to change the constitution and that you weren't able to do that. Will history look at that?

M. Bourassa: You may... I just missed the beginning of your question. I'm sorry.

M. Authier: Will historians look back at this...

M. Bourassa: For history. Let us wait a bit. Let us wait a bit what will be the judgement of history. But you know, I think you will be probably, because you are young, you will probably

be able to see the judgement of history on the Charlottetown Agreement, the content of the Charlottetown Agreement. And I would say that you might be able to realize that this was something quite constructive for the future of one of the best countries of the world, but it is too early to say that. The people said no. The people of Canada said no. So, as I said very often: there is no victory, there is no defeat in the referendum, there is only the victory of the people. But this being said, I could say that the judgement of history, looking on the substance of the Agreement, might say that this was constructive.

Une voix: Mr. Bourassa. Many Canadians today, after such an enormously successful political career, they might be asking themselves: What was your thinking leading up to today? How difficult the decision was it for you to make? And today, now that you have announced the decision to the province and to the country, what are your feelings today?

M. Bourassa: Well, it is not an easy day, to be very candid with you, obviously. When you are giving the best of yourself and fighting everyday and, if I could say, showing some abnegation and fulfilling your duty and even taking personal risks to achieve the protection of Québec, you do not leave, you do not leave that function very easily. So, these are my feelings. But I would say that on the other hand I

Une voix: Sir, did you consider the impact that this could happen on a federal election to that way at all in your decision?

M. Bourassa: I do not know. I do not think we should make some connection between provincial and federal politics. And, you know, the campaign is only starting, there are six weeks to go. For me, it seems it is a bit difficult to conclude that it could have a strong impact.

Une voix: You do not think of any impact at all?

M. Bourassa: This is not tangible. It is hard to reach some conclusion.

Alors, voilà mes chers amis, j'étais très heureux de vous voir, de vous revoir, et j'espère bien que j'aurai l'occasion, à quelques reprises, de répondre à vos questions toujours pertinentes et toujours stimulantes.

Merci beaucoup.